



PREFET DE LA LOZERE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon

MENDE, le 13 février 2012

Unité Territoriale Gard-Lozère
Subdivision de Lozère
2, Avenue Georges Clemenceau
48000 MENDE

Affaire suivie par :
denis.peru@developpement-auradie.gouv.fr
Tél. 04 66 49 45 80 -

DP/HR

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES de présentation à la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation spécialisée carrière

OBJET : ICPE Carrière - Demande d'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux fluviaux-glacières située au lieu-dit "Travers del Moulin" sur la commune de MARCHASTEL en date du 23 juin 2011.
Demandeur : SARL SALLES et Fils, dont le siège social est situé à Le Chambon, 48100 SAINT LEGER DE PEYRE.

P.J. : - projet d'arrêté préfectoral de prescriptions ;
- carte de localisation géographique au 1/ 25 000 ;
- plan et coupes de principe de la remise en état ;
- plans de phasage de l'exploitation et de la remise en état ,

1 - CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Par transmission reçue le 28 juin 2011, la préfecture de la LOZERE nous a adressé le dossier de demande d'autorisation visé en objet déposé par la SARL SALLES et Fils, en vu d'être autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux fluviaux-glaciaires sur une partie de la parcelle A302 sise au lieu-dit "Travers del Moulin" sur le territoire de la commune de MARCHASTEL pour une durée de 18 ans.

Le dossier déposé par l'exploitant en préfecture le 23 juin 2011 a été jugé conforme aux dispositions des articles R.512-3, R.512-4, R.512-5, R.512-6, R.512-8, R.512-9 du code de l'environnement (rapport de recevabilité en date du 29 août 2011) après consultation des services de l'ARS et de la DDT service Biodiversité eau/forêt.

Le présent rapport a pour objet de présenter les avis émis par les collectivités locales, les organismes et les services de l'État consultés conformément aux dispositions des articles R 512-20 et R 512-21 du Code de l'Environnement, les résultats de l'enquête publique prévue aux articles R512-14 et suivants du Code précité, l'avis et les propositions de l'Inspection des Installations Classées, et de saisir l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Ce rapport est accompagné d'un projet de prescriptions fixant les conditions d'exploitation du site. Il propose les mesures de prévention et de contrôle visées par les dispositions de l'article L 512.1 du Code de l'Environnement fixant les conditions de délivrance d'une autorisation.

2 - CARACTERISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

2.1- Installations classées et régime

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

| Nomenclature ICPE Rubriques Concernées | Désignation de l'installation et taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE | Éléments caractéristiques | Régime (A, D ou NC) |
|---|---|---|---------------------------|
| 2510 - 1 | Exploitation de carrière | Carrière à ciel ouvert de sable et gravier : Surface de la carrière : 7 ha 56 a 50 ca Production annuelle moyenne : 40 000 t maximale: 50 000 t Durée : 18 ans | A |

A : Autorisation / D : Déclaration / NC : Non classable

2.2 – Demandeur et historique administratif

La demande d'autorisation est présentée par la SARL SALLES et Fils, exploitant actuel de la carrière de la Devèze sur le territoire de la commune de MARCHASTEL autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2008-298-012 du 24 octobre 2008 pour une durée de 10 ans, sur des parcelles voisines (n° 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278 et 288). L'installation de traitement de criblage et de lavage des matériaux qui y est installée et autorisée sera conservée et maintenue en activité sur place. L'exploitation doit permettre de maintenir l'activité économique en place et de répondre aux marchés publics ou privés de la plupart des entrepreneurs de maçonnerie du Nord-Est du département et même au delà.

2.3- Présentation de l'exploitation

Le site de ce projet d'ouverture de carrière et la carrière actuelle dite de « La Devèze » sont situés dans le périmètre de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF de type II) n° 4801-0000 « Plateau de l'Aubrac ». Cet espace s'étend sur 28 341 ha.

La carrière est située sur la commune de MARCHASTEL, parcelle A302 en partie au lieu-dit « Travers del Moulin », sur le plateau volcanique de l'Aubrac dans une zone de dépôts morainiques (alluvions fluvio-glaciaires). L'emprise de ce projet de carrière s'élève à 75 650 m².

L'accès au site se fait par une voie communale reliant la route départementale n° 987 au niveau du lieu-dit « Moulin de Sarra », au village de « Rieutort d'Aubrac ». Entre la D987 et l'entrée de la carrière actuelle, cette voie communale a été aménagée et renforcée (revêtement en béton) par des cofinancements de la mairie et de l'Entreprise SALLES et Fils en concertation avec la municipalité. Le trafic observé sur cette voie communale est essentiellement généré par les véhicules se rendant à la

carrière. La route départementale n° 987 est peu fréquentée. Tous les véhicules sortant de la carrière empruntent cette route pour rejoindre Nasbinals au Sud-Ouest ou Aumont-Aubrac au Nord-Est.

Une autre voie communale longe le projet de carrière au Sud. Elle permet de rejoindre les habitations au lieu-dit « Les Gerles » depuis la voie communale renforcée par l'entreprise SALLES et Fils. Cette voie communale est essentiellement utilisée par les personnes habitant « Les Gerles » et les agriculteurs exploitant les terrains du voisinage. Elle est très peu fréquentée.

Une ligne électrique, une ligne téléphonique et une conduite d'eau enterrée sont implantées au Sud du projet. Une autre ligne téléphonique dessert la carrière en longeant en partie la piste d'accès. Enfin, un chemin rural « Chemin du Moulin » longe la carrière actuelle par l'Est. Il rejoint le GR 65 à la sortie du village de Rieutort d'Aubrac.

L'exploitation s'effectuera uniquement à la pelle hydraulique, au rythme moyen de 40 000 tonnes annuelles (50 000 tonnes maximum). Les matériaux extraits sont transportés à l'aide d'un tombereau vers l'unité de criblage située au lieu-dit « La Devèze ». Pour cela une piste dans la carrière sera utilisée pour rejoindre la piste en béton communale située au Nord et qui accède à l'unité de traitement où les matériaux seront vidés avant d'être repris à la chargeuse pour alimenter la trémie d'alimentation de l'installation de criblage lorsque cette dernière sera en fonctionnement. Compte tenu de la nature meuble des matériaux extraits (alluvions fluvio-glacières), aucun explosif, ni aucun brise-roche ne sera employé pour l'exploitation de cette carrière.

L'entretien courant de la pelle hydraulique, de la chargeuse et du tombereau, utilisés pour l'extraction et le chargement est assuré dans un atelier adossé à l'unité de traitement. Les interventions plus importantes sont réalisées dans un atelier de mécanique adapté hors du site. Dans l'atelier de la carrière sont stockés sur rétention: un fût de 200 l d'huile moteur, un fût de 200 l d'huile hydraulique et 200 l d'huile de vidange.

Le plein de ces mêmes engins est assuré à l'aide d'une station service alimentée par une cuve aérienne double peau de 4 000 l située sur le site de l'installation de traitement des matériaux.

La remise en état de la carrière sera conduite de façon coordonnée à l'exploitation, comme indiqué sur le plan 1 ci-joint. Dans ces conditions, les phases 1 et 2 seront totalement remises en état en 5 ans, la phase 3 en 5 ans, tout comme la phase 4. La phase 5 sera quant à elle remise en état en 4 ans et la phase 6 en 2 ans. Ce sont les matériaux de découverte ainsi que les fines résultant du lavage des matériaux dans l'unité de traitement qui seront employés pour les travaux de remise en état qui seront assurés à l'aide d'une pelle hydraulique, d'un tombereau et d'un bull.

Les matériaux sont principalement destinés au BTP (fabrication des bétons).

L'effectif prévu sur la carrière est de 3 personnes :

- . un chef d'installation,
- . un chargé de production,
- . un conducteur d'engins.

Le matériel utilisé pour les travaux d'extraction, de remise en état et de transfert de matériaux est le suivant :

- . une chargeuse sur pneus DOOSAN DL 350 équipé d'un godet de 3,5 m³,
- . un tombereau BELL B40 D,
- . une pelle LIEBHERR R934B,
- . un bull CATERPILLAR D6 HLP.

Les trois premiers engins sont toujours présents sur le site. Le bull n'est amené que pour les opérations de remise en état.

Les horaires de travail sur la carrière sont compris dans la plage de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 (période diurne).

3 - PRESENTATION DE LA DEMANDE

3.1. -Généralités

Les caractéristiques techniques de la demande d'exploitation sont les suivantes :

- mise en exploitation de la carrière sur une partie de la parcelle cadastrée de la section A, N° 302.
La superficie globale de la carrière est de 7ha 56a 50ca (76 650 m²) ;
- la surface exploitable est d'environ 62 500 m²
- le volume des terres de découverte est estimé à environ 101 000 m³ ;
- un volume de gisement : 397 000 m³ ;
- hauteur maximale totale de l'exploitation: 17,20 mètres ;
- hauteur maximale des fronts de taille de 15 mètres ;
- coté maximale d'extraction : 1146 m NGF sur le versant Sud; 1151 m NGF sur le versant Nord
- une production de sables et graviers (densité 1,6) de 40 000 tonnes par an en moyenne pouvant aller jusqu'à 50 000 tonnes maximum ;
- une durée d'autorisation d'exploiter de 18 ans (16 ans d'extraction plus 2 ans pour finaliser la remise en état.

L'exploitant dispose de la maîtrise foncière des terrains concernés. Les documents justificatifs sont joints au dossier de demande et précisent que les propriétaires du terrain se sont entendus avec l'exploitant pour définir le projet de remise en état en fin d'exploitation qui consistera à restituer un terrain à vocation agricole .

3.2. - Capacités techniques

L'établissement SALLES et Fils compte un effectif de 27 personnes. Le parc de matériel comprend les engins et équipements nécessaires à l'activité de la carrière. Le pétitionnaire exploite actuellement la carrière du Faltre avec une production moyenne d'environ 100 000 tonnes par an. Les capacités techniques de cet exploitant ont été démontrées par le passé avec plusieurs carrières exploitées et remises en état notamment sur le site de la Devèze qu'il exploite à nouveau sur une autre parcelle.

3.3. - Capacités financières

La société SALLES et Fils est un établissement familial, dont l'activité est partagée entre les travaux publics et la fourniture de sable et graviers pour la réalisation de béton ou produits en béton pour une grande partie des entrepreneurs de maçonnerie du Nord-Est de la Lozère, voire au delà compte tenu de leur caractéristiques particulières (propreté, dureté, alcali-résistance, etc.) et pour plusieurs centrales à béton du département et des départements voisins.

L'entreprise SALLES et Fils dégage des bénéfices depuis les trois dernières années :

- 49 520 € pour l'année 2008
- 30 877 € pour l'année 2009
- 35 683 € pour l'année 2010,

pour des chiffres d'affaire compris entre 2 391 624 € et 2 519 313 € .

La société Salles et Fils possède les capacités financières nécessaires pour assurer l'exploitation de la carrière dans de bonnes conditions ainsi que sa remise en état en fin d'exploitation.

4- PRESENTATION ET ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

4.1. - Localisation - Voisinage

Le site de cette carrière est située en limite Nord du territoire de la commune de MARCHASTEL, au lieu-dit «Travers del Moulin», à la frontière de NASBINALS, sur des dépôts fluvio-glaciaires constitués de sables et de graviers. Ce projet est implanté dans la Zone d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II «plateau de l'Aubrac» dans le périmètre d'étude élargi de la zone Natura 2000 du même nom ainsi que dans la «zone verte» du plateau de l'Aubrac définie dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux (SDAGE).

La rivière Le Bès s'écoule à 80 m au Sud du projet et le ruisseau La Peyrade à 200 m au Nord. Ces deux cours d'eau présentent de forts enjeux environnementaux, relevés et identifiés dans le SDAGE Adour-Garonne. Elle se situe sur une ancienne terrasse alluviale, à 1150 mètres d'altitude en moyenne et surplombe le ruisseau le Bès.

La population sur la commune de MARCHASTEL est de 87 habitants (source INSEE de 2007). Sur 50 logements identifiés, 21 étaient des résidences secondaires. Cette population se répartit entre le bourg (en majorité) et les hameaux voisins.

Les seuls riverains immédiats sont deux fermes situées à environ 200 mètres, la ferme des Gerles (habitée) et la ferme du Moulin de Sarra (non habitée) sur une parcelle mitoyenne du projet et sur laquelle un permis de construire a été déposé.

Il n'existe ni plan local d'urbanisme ni carte communale sur la commune de MARCHASTEL.

4.2 - Impact visuel

La carrière est peu perceptible des alentours. Des écrans dus au relief cachent la carrière à la vue des deux principaux villages cités précédemment. Elle n'est pas visible non plus depuis les hameaux et villages du secteur Ouest de la commune de NASBINALS. Les seuls riverains ayant vue sur la carrière sont les deux fermes citées précédemment, la ferme des Gerles et la ferme du Moulin de Sarra.

4.3. - Impact sur l'eau

Le projet est situé à 200 m du ruisseau de La Peyrade et à 80 m de la rivière « le Bès ».

Aucun rejet d'eau ne sera aménagé en direction de ces ruisseaux.

Les eaux pluviales non souillées continueront de s'infiltrer dans le sous sol.

L'extraction est réalisée sans pompage et au dessus de la nappe morainique identifiée lors des sondages, à la cote NGF 1146 m sur le versant Sud du projet et à la cote NGF 1151 m sur le versant Nord.

Le site d'extraction et son environnement proche n'est pas inscrit dans un périmètre de protection d'un captage d'alimentation en eau potable.

L'exploitation de cette nouvelle carrière ne devrait pas avoir d'impact sur la qualité des eaux superficielles ou souterraines.

4.4. - Impact sur la flore et la faune

Le projet est inclus dans le périmètre de protection à caractère environnemental de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF de type II) n° 4801-0000 du «Plateau de l'Aubrac». La carrière se situe en dehors de toute ZNIEF de type I, de Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) ou NATURA 2000.

La parcelle objet de ce projet d'ouverture de carrière est occupée actuellement par une prairie de fauche d'altitude. Cette parcelle est fauchée et pâturée. En limite Nord et Ouest, un muret de pierres

sèches matérialise les limites parcellaires. Par ailleurs, cette parcelle est caractérisée par une pente de l'ordre de 9,4 % qui assure le ruissellement des eaux de pluie et donc l'absence de toute zone humide. Dans la mesure où cette parcelle est placée sur une petite colline, constituant un bassin versant de petite taille, aucun écoulement privilégié n'est observé.

Des inventaires faunistiques et floristiques ont été menés sur le site et dans les alentours, au mois de juillet 2008. Ils n'ont pas révélé d'espèce remarquable ou rare justifiant une interdiction ou la mise en place de mesures de protection particulières.

Afin de ne pas trop perturber la faune locale, les travaux de découverte seront réalisés en dehors des périodes de reproduction à savoir mars-avril et septembre.

4.5. - Impact sur les usages alentours

La commune de MARCHASTEL se situe dans l'aire géographique des produits d'appellation d'origine contrôlée (AOC) et Appellation d'Origine Protégée (AOP) du « Bleu d'Auvergne » et de l'AOC/AOP « Laguiole » ainsi que l'indication géographique protégée (IGP) Agneau de Lozère, de l'IGP « Volailles du Languedoc », « Volailles d'Auvergne » et « Génisse Fleur d'Aubrac ». L'impact sur les activités agricoles environnantes (pâtures) devrait être limité compte tenu de la taille de l'exploitation et de la nature des matériaux traités peu générateurs de poussières.

Deux autres carrières sont situées dans un rayon de 10 km : la carrière du « Faltre » sur la commune de SAINT LAURENT DE MURET exploitée par le pétitionnaire et destinée à être réhabilitée à court terme, et la carrière exploitée par l'entreprise MERIC à « Usanges » sur la commune de PRINSUEJOLS.

4.6. - Impact en terme de bruit

Les sources de bruit identifiées dans l'étude d'impact sont :

- le matériel mécanique employé pour l'extraction (pelle mécanique),
- le matériel de chargement/déchargement des matériaux,
- les mouvements des véhicules de transport,

Le bruit résiduel est le bruit de l'environnement lorsque la carrière est totalement arrêtée.

L'étude d'impact de la demande montre que les installations présentes n'induisent pas de gêne actuellement et devraient continuer de même dans le cadre du projet d'exploitation. Elle liste les différents facteurs qui peuvent laisser supposer que l'impact sera relativement faible :

- la configuration de la carrière, et les obstacles topographiques qui forment un écran entre la carrière et les zones habitées (front de taille au minimum de 3 m de hauteur en face de l'habitation des Gerles et de l'ordre de 7 à 14 m en face du Moulin de Sarra). A ce front de taille, il convient d'ajouter un merlon de sécurité réalisé en matériaux de découverte de l'ordre de 3 m de hauteur. Ces conditions font que la pelle hydraulique et le tombereau seront isolés de ces deux zones à émergence réglementée, par des obstacles anti-bruit d'au minimum 6 m de hauteur ;
- la taille limitée de l'exploitation avec trois personnes travaillant sur le site seulement en période diurne et les jours ouvrables ;
- l'emploi d'engins récents et d'outils en bon état, conformes aux normes sonores réglementaires et utilisés en fonctionnement discontinu.

Des mesures ont été réalisées le 11 mars 2011 au niveau du moulin de Sarra et de la première habitation aux Gerles. L'émergence mesurée est de 3,3 dBA alors que l'émergence maximale autorisée par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif au bruit émis par les installations classées est de 6 dBA en période diurne.

4.7. - Emissions de poussières

Le dossier de demande fait apparaître que l'impact des émissions de poussières sur l'environnement devrait être limité compte tenu de :

- la nature des matériaux extraits (sable et gravier), humides de la phase d'extraction jusqu'à la mise en stock ;
- le traitement (criblage) se fait sur matériaux humides ;
- du faible trafic de véhicules sur l'exploitation ;
- du revêtement béton de la piste d'accès à la carrière depuis la RD 987.

L'habitation la plus proche «Les Gerles» est située à plus de 400 m de la carrière «La Devèze» et à 200 m du projet. Elle est par contre sous le vent dominant (vent du Nord). Néanmoins, le seul passage du tombereau, à vitesse réduite sur la zone d'extraction, limite les envois de poussières.

Les mesures d'empoussiérage réalisées régulièrement sur la carrière existante pour la sécurité du personnel indique que les taux de quartz sont inférieurs à 1%. Elles donnent une concentration moyenne de 2 mg/m³ ce qui traduit une atmosphère peu poussiéreuse ainsi qu'une non exposition des travailleurs au risque silicotique et on peut en conclure qu'il en est de même pour les riverains.

Si le besoin s'en faisait sentir, l'exploitant prévoit de mettre en place un arrosage des pistes de la carrière à l'aide d'une tonne à eau, durant les périodes sèches.

4.8. - Vibrations

Le mode d'exploitation envisagée (engin mécaniques) n'est pas de nature à générer des vibrations dans le sol.

4.9. Effets sur le trafic routier

Le trafic routier généré par l'activité de cette carrière sera essentiellement lié :
 - à la livraison des matériaux produits sur le site,
 - à l'approvisionnement de l'installation en tout-venant depuis la nouvelle carrière.

L'évacuation des matériaux sera assurée à l'aide de camions porteurs 6X4 (de charge utile de 14 T) pour environ 5 %, de camions porteurs 8x4 (de charge utile de 18 T) pour environ 45 %, de semi-remorques (de charge utile de 27 T) pour environ 50 %.

Avec 40 000 tonnes annuelles, cela représente 7 à 8 véhicules par jour en moyenne sur 250 jours ouvrés. Sur 1200 m, les camions emprunteront la voie communale renforcée (revêtement en béton) par l'entreprise et rejoindront la route départementale n° 987. L'intersection de la voie communale avec la départementale est sécurisée à l'aide de signalisations verticales et de marquages au sol. Une chicane matérialisée par le franchissement du pont, limite la vitesse des véhicules à l'approche de cette intersection.

L'exploitant s'engage à maintenir en état l'accès au site ainsi que maintenir la voirie propre au niveau du débouché sur la RD 987.

La mise en exploitation de ce projet ne devrait engendrer ni nuisance supplémentaire ni risque supplémentaire notable compte tenu des éléments précédents.

4.10. - Archéologie

Aucun monument ou site classé n'est répertorié dans un rayon de 500 m autour du site.

4.11. - Remise en état et garanties financières

L'exploitant s'engage à respecter les mesures obligatoires minimales prévues par l'arrêté du 22 septembre 1994 à savoir :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains,

- la conservation de la terre de découverte pour la remise en état,
- le régalage du sol,
- l'insertion du site dans le paysage.

L'étude d'impact prévoit que la remise en état du site sera conduite de façon coordonnée à l'exploitation et se fera au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'extraction.

La remise en état du site s'attachera à réintégrer progressivement le site dans le paysage. La surface en cours d'extraction et de réaménagement n'excèdera pas 1 ha 30 a (13 000 m²) sur les 7 ha 56 a 50 ca (75 650 m²) du projet. La terre végétale décapée sera intégralement rapportée en surface afin de reconstituer un sol favorable à une revégétalisation des terrains proche de l'état d'origine.

Le paysage recherché sera similaire à l'initial mais avec une variation du modelé compte tenu de la morphologie du gisement. Elle consiste essentiellement à l'écrouissage des fronts de taille, à leur talutage, au remblaiement du carreau, au régalage des terres végétales, à la préparation des sols pour favoriser le développement de la végétation.

Cette technique de remise en état est parfaitement maîtrisée par l'entreprise SALLES.

Les garanties financières ont été établies pour 4 périodes (3 quinquennales et une annuelle). Elles ont été recalculées par rapport au dossier déposé, pour tenir compte des évolutions des prix dans le TP conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 (indice TP01 d'octobre 2011= 683,3) :

| | | |
|-------------------------------------|-------------|----------|
| 1 ^{ère} phase quinquennale | 0 à 5 ans | 50 835 € |
| 2 ^{ème} phase quinquennale | 5 à 10 ans | 61 369 € |
| 3 ^{ème} phase quinquennale | 10 à 15 ans | 50 508 € |
| Dernière phase | annuelle | 43 287 € |

4.12. - Effets sur la santé

Les principaux effets potentiels sur la santé de la population environnante liés à l'activité de cette carrière sont liés au bruit, aux vibrations, aux émissions atmosphériques, aux pollutions des eaux et du sol.

Le bruit : les sources de bruit sont dues au trafic engendré par la circulation des véhicules assurant l'enlèvement des matériaux, au fonctionnement des engins d'exploitation utilisés sur le site et au fonctionnement de l'installation de traitement des matériaux. L'exploitant indique que les niveaux de bruit engendrés par l'activité de la carrière n'auront pas d'effet sur la santé des populations avoisinantes, car les premières habitations sont situées à plus de 200 m du site, le matériel employé est en bon état et conforme aux normes sonores, l'exploitation n'aura pas recours aux tirs d'explosifs.

Les vibrations : il n'est pas à craindre de risques pour la santé compte tenu de l'éloignement des premières habitations, des matériels prévus sur site et du mode d'exploitation.

Les polluants atmosphériques : les poussières et les gaz d'échappement des véhicules constituent les principaux polluants atmosphériques.

En raison de l'éloignement des populations, de la faible consistance des installations de traitement, de la nature des matériaux extraits, du faible trafic de véhicules et des mesures mises en place par l'exploitant, les émissions atmosphériques dues à l'exploitation de la carrière ne semblent pas en mesure d'occasionner de risques pour la santé pour les populations avoisinantes.

La pollution des eaux et du sol : le risque de pollution des eaux ou du sol est restreint compte tenu des mesures de prévention mises en place ou prévues et le risque de transfert vers des populations locales est très faible en l'absence de nappes exploitées pour l'alimentation en eau.

En conclusion : l'exploitation de la carrière ne paraît pas présenter d'effet sur la santé des populations au regard des dispositions proposées dans l'étude d'impact compte tenu de la nature des activités projetées.

4.13. - Déchets

La méthode d'exploitation ne génère pas de déchets particuliers en dehors des limons et argiles issus du lavage des matériaux et des déchets courants en faibles quantités (emballages divers et chiffons souillés, filtres à huile, pièces mécaniques ...). Ces diverses catégories de déchets sont triées et stockées dans des bennes puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les limons et argiles (10%) sont réutilisés pour la remise en état du site avant mise en place des matériaux de découverte (terres végétales).

4.14. - Sécurité publique

Le projet est situé dans un lieu isolé à l'écart de chemins de randonnée, toutefois les zones dangereuses de la carrière seront interdites au public par une clôture et le danger est signalé par des panneaux.

Les matériaux seront évacués exclusivement par des véhicules routiers. Le trafic engendré par l'exploitation correspond à une vingtaine de rotations par jour en exploitation normale. Ce trafic est supportable par les axes routiers concernés. L'accès à la voie publique est signalé et offre une bonne visibilité.

Des extincteurs sont présents sur les engins afin de pouvoir intervenir sur un début d'incendie. Les pompiers du centre d'incendie et de secours de NARBONNE peuvent intervenir sur le site en cas de sinistre dans des délais très courts compte tenu de la proximité de la caserne.

4.15. - Hygiène et Sécurité du personnel

La notice relative à la conformité de l'exploitation avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel rappelle les dispositions prises. La direction met de l'eau potable et des vestiaires à la disposition du personnel. Les éventuels repas seront pris dans des locaux affectés à cet usage (situation non rencontrée à ce jour).

En tout état de cause, le Règlement Général des Industries Extractives s'applique à cette exploitation.

4.16.- Schéma départemental des carrières

La demande d'autorisation concernant cette exploitation doit être compatible avec les orientations définies par le schéma départemental des carrières.

Rappelons que le schéma, parmi les orientations qu'il définit, demande de prendre en compte les contraintes et données environnementales qu'il a rassemblées. Ces contraintes et données environnementales ont été répertoriées et regroupées en quatre grandes catégories :

1) interdiction réglementaire dans tous les cas. Il s'agit du lit mineur des cours d'eau, des périmètres de protection immédiate des captages d'eau destinés à la consommation humaine des collectivités, des espaces boisés classés, des espèces protégées et de la réserve biologique domaniale (réserve du Bougès).

2) espaces n'interdisant pas de plein droit l'exploitation des carrières, mais avec des interdictions possibles au cas par cas. Il s'agit en général de secteurs à forte sensibilités en ce qui concerne notamment les opportunités d'ouvrir ou d'exploiter des carrières. Cela concerne le Parc National des Cévennes (zone centrale), les sites classés, les sites inscrits, les monuments historiques et leurs

périmètres de protection, les forêts domaniales ainsi que les périmètres de protection rapprochée des captages d'eau destinée à la consommation de collectivités ;

3) espace devant faire l'objet d'un "porter à connaissance" du fait de leur intérêt environnemental. Il s'agit des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 et 2, les Zones d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux (ZICO), les périmètres de protection éloignée des captages d'eau destinés à la consommation humaine, les zones inondables définies par les Plans d'Exposition aux Risques naturels (P.E.R.) et les Plans de Prévention aux Risques naturels (P.P.R.) ainsi que les zones humides ;

4) autres données environnementales à signaler. Cela concerne notamment les sites Natura 2000, les paysages remarquables, les sites archéologiques, la zone périphérique du Parc National des Cévennes.

Il résulte de ces éléments que la carrière se situe dans une zone où les contraintes ne s'opposent pas à l'ouverture de l'exploitation.

Les objectifs de production sont également en adéquation avec les objectifs du schéma quant aux ressources en matériaux et aux besoins présents et à venir. Le dossier de demande précise que les seuls matériaux alluvionnaires produits dans le département proviennent des alluvions glaciaires de l'Aubrac. Le schéma des carrières recommande que de nouvelles carrières soient autorisées sur l'Aubrac pour l'exploitation des alluvions glaciaires présents ou que les autorisations actuelles soient renouvelées.

5- PRESENTATION ET ANALYSE DES DANGERS/RISQUES DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT

5.1- Identification des risques

Il s'agit d'une exploitation pour laquelle les techniques mises en œuvre ne peuvent être à l'origine de dangers notables hormis ceux dus à la configuration de la carrière (risque de chutes au niveau des fronts de taille), au matériel et aux véhicules (risques de collision avec un véhicule ou un piéton), à la présence d'hydrocarbure sur le site (risque d'incendie ou de pollution accidentelle). Les deux premiers types de risques ont été abordés aux paragraphes 4.9 (évacuation des matériaux) et 4.14 (sécurité publique).

5.2-Analyse du risque incendie

L'exploitant, à travers son analyse des risques sur ce site, a recensé les principales causes d'incendie. Celles-ci sont liées au fonctionnement des engins.

Le site présente une vulnérabilité limitée compte tenu de l'absence de zones boisées, toutefois le risque est à considérer compte tenu de la présence de pâtures autour du site.

L'exploitant prévoit la présence sur le site de matériel de lutte contre l'incendie (extincteurs en nombre suffisant et adaptés aux risques à combattre), une consigne établie et affichée rappelant les personnes à prévenir en cas d'incendie. Le site est relié à l'extérieur par un réseau de téléphonie fixe utilisable par le personnel de la carrière pour prévenir les secours en cas de besoin, la mise en place d'une citerne ou d'une réserve d'une capacité minimale de 30 m³ préconisée par les pompiers pour assurer la défense extérieure contre l'incendie ne doit pas poser de problème particulier compte tenu de la présence des bassins de décantation entre la zone d'extraction et les installations de traitement.

6 - ENQUETES PUBLIQUE ET ADMINISTRATIVE

6.1. - Enquête publique

L'enquête publique a été ordonnée par l'Arrêté Préfectoral n° 2011-280-0001 du 7 octobre 2011. Elle s'est déroulée du lundi 7 novembre 2011 au mercredi 7 décembre 2011 inclus sur les communes de MARCHASTEL, NASBINALS, RECOULES D'AUBRAC, GRANDVALS, MALBOUZON et PRINSUELOLS qui sont comprises dans un rayon de 3 km autour du site.

Le commissaire enquêteur fait état d'observations orales par les personnes venues en mairie et portées ensuite sur les registres d'enquête.

Un mémoire en réponse aux observations formulées par le commissaire-enquêteur et les particuliers est joint au registre d'enquête publique.

Ces remarques concernent :

- les nuisances engendrées par l'exploitation de la carrière à proximité d'un bâtiment agricole et d'un projet de construction d'une maison (permis de construire délivré) ;
- la vigilance vis-à-vis des écoulements des eaux de ressuyage du stock de sable lavé pour ne pas porter atteinte aux propriétés agricoles environnantes ;
- la vigilance pour la sécurité des usagers du chemin communal et le respect de la bande de 10 m le long de ce chemin communal ;
- l'entretien des voies empruntées par les camions de livraison et du tombereau ;
- la vigilance sur le déversement accidentel d'hydrocarbures sur le sol de la carrière ;
- la nécessité de préciser le niveau piézométrique de la nappe ;
- la sécurisation du site ;
- des réserves sur la remise en état future de la carrière.

En date du 23 décembre 2011, le demandeur dans son mémoire apporte des réponses à chacune des observations formulées par le commissaire enquêteur et reprises ci-dessus.

Le commissaire enquêteur, dans son rapport et ses conclusions, en date du 3 janvier 2012, émet un avis favorable à cette demande assorti de recommandations:

Concernant la localisation du projet :

- implantation d'une haie sur la bande de 10 m entre la propriété de M. BOYER et la carrière dès la première année d'exploitation,
- au cours de l'extraction des phases d'exploitation, implantation d'un merlon de protection en terre sur la limite des phases n° 3 et 4,
- tenir les limites d'exploitation de la carrière à 50 m de la nouvelle maison d'habitation,
- pour l'exploitation de la phase n° 4, un merlon de protection sera implanté sur la bande des 50 m et sera supprimé en fin de travaux d'exploitation de cette phase.

Concernant les réseaux routiers et autres réseaux :

- respecter la bande de 10 m le long du chemin communal desservant les parcelles agricoles exploitées,
- éloigner le stockage de sable pour éviter des écoulements d'eaux vers une parcelle et sur la route,
- entretenir les voies empruntées par l'entreprise et stabiliser les pistes empruntées par des graviers 20/40 concassés lavés afin d'émettre le moins de poussières possibles,

- mettre en place une commission de suivi pour répondre aux éventuelles dégradations engendrées par les véhicules sur les voies empruntées par l'entreprise.

Concernant les manquements aux dispositions de la réglementation concernant les ICPE :

- respecter les dispositions de la réglementation en ce qui concerne les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'ensemble de ces recommandations devrait être intégré à l'arrêté d'autorisation.

6.2. - Enquête administrative

6.2.1. - A.R.S.

L'A.R.S émet un avis favorable en précisant que des mesures périodiques de niveau sonore et d'empoussièrement au lieu-dit « Moulin de Sarrai » devaient permettre de vérifier l'efficacité des mesures de protection envisagées (lettre du 14 novembre 2011).

6.2.2. - DRAC

La Direction Régionale des affaires culturelles de Languedoc-Roussillon ne sera pas amené à édicter de prescriptions de diagnostic archéologique préalable à ce projet. Elle rappelle au pétitionnaire que toute découverte de vestiges pouvant intéresser l'art, la culture, l'histoire ou l'archéologie doit être immédiatement signalée en application de l'article L 531-14 du titre III de livre V du Code du patrimoine (lettre du 31 août 2011).

6.2.3. - D.D.T. Service biodiversité eau forêt/Unité Biodiversité

La Direction Départementale des Territoires, Service biodiversité eau forêt/Unité Biodiversité émet un avis favorable à la demande assorti de propositions des prescriptions suivantes:

. une attention toute particulière devra être apportée à la remise en état du site, telle que décrite dans l'étude d'impact. La remise en état du site sera conduite de manière coordonnée avec utilisation du sol de la carrière et revégétalisation de la prairie à l'identique,

. les travaux devront être réalisés en dehors des périodes de reproduction, à savoir en mars, avril et septembre,

. les murets de pierre sèche et les frênes qui limitent le site d'implantation devront être conservés pour servir de refuge à la faune,

. les émissions de poussière devront être réduites par humidification des pistes (lettre du 27 octobre 2011).

6.2.5 - DIRECCTE

La Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi a émis un avis sans observation particulière sur ce dossier de demande d'autorisation. (lettre du 2 novembre 2011).

6.2.6. - S.D.I.S.

La Direction Départementale d'Incendie et de Secours de la Lozère a émis un avis favorable avec l'observation suivante :
« Assurer la défense extérieure par la mise en place d'une réserve de 30 m³ d'eau utilisable et accessible en tous temps par les sapeurs pompiers. » (lettre du 17 août 2011).

6.2.7. - Avis des conseils municipaux

Le Conseil Municipal de la commune de MARCHASTEL a émis un avis favorable à la demande d'exploitation de la carrière. (délibération du 18 octobre 2011) ;

Le Conseil Municipal de la commune de NASBINALS a émis un avis favorable à la demande d'exploitation de la carrière (délibération du 29 novembre 2011) ;

Le Conseil Municipal de la commune de MALBOUZON a émis un avis favorable à la demande d'exploitation de la carrière (délibération du 9 novembre 2011) ;

Le Conseil Municipal de la commune de PRINSUEJOLS a émis un avis favorable à la demande d'exploitation de la carrière (délibération du 7 janvier 2012) ;

Le Conseil Municipal de la commune de RECOULES d'AUBRAC a émis un avis favorable à la demande d'exploitation de la carrière sous réserve du respect des mesures compensatoires liées aux protections en matière de sécurité, de lutte contre le bruit, contre les poussières, de respect des sols et des cours d'eaux. (délibération du 24 novembre 2011) ;

Le Conseil Municipal de la commune de GRANDVALS a émis un avis favorable à la demande d'exploitation de la carrière (délibération du 30 novembre 2011).

6.2.8- Avis de l'Autorité Environnementale

« L'étude d'impact et l'étude de dangers apparaissent globalement adaptées aux enjeux et à la taille de l'installation et les mesures qui y sont prévues paraissent de nature à assurer une bonne prise en compte de l'environnement dans les installations projetées. » (conclusion lettre du 10 octobre 2011).

6.2.9. - Autre service consulté

L'Institut National des Appellations d'Origine contrôlées (INAO), consulté conformément à l'article R. 512-21 du code de l'environnement, n'émet pas d'objection à l'encontre de ce projet compte tenu du faible impact sur l'aire délimitée des appellations susvisées. (lettre du 25 octobre 2011).

7 - AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Compte tenu du projet, la société Salles et Fils possède les capacités techniques et financières pour exploiter la carrière et les installations faisant l'objet de la présente demande et pour assurer sa remise en état.

L'étude d'impact établie fait ressortir peu de nuisances dues à l'exploitation existante et future ; elle contient des propositions de mesures compensatoires pour limiter les effets sur l'environnement. Ces mesures peuvent être complétées par les prescriptions préfectorales supplémentaires suivantes résultant des avis émis au cours des enquêtes publique et administrative :

- éloignement de 50 mètres (au lieu de 10 mètres) du bord de l'excavation à l'ouest de la carrière par rapport à la parcelle n° 6 jouxtant le moulin de Sarrai.

- mise en place d'une haie entre la propriété de Mr BOYER (parcelle N° 6) et l'exploitation dès la première année et mise en place d'un merlon de protection sur la bande des 50 mètres avant l'exploitation de la phase 4 (suppression de celui-ci lors du réaménagement en fin d'exploitation)
- effectuer des mesures de niveau sonore tous les 3 ans en limite du périmètre autorisé
- les travaux de découverte devront être réalisés en dehors des périodes de reproduction à savoir mars -avril et septembre
- les murets de pierre sèche et les frênes en bordure du site devront être conservés pour servir de refuge à la faune
- les émissions de poussières devront être réduites par l'entretien et l'humidification des pistes
- la remise en état du site sera conduite de manière coordonnée avec utilisation des terres de découverte et revégétalisation de la prairie à l'identique,
- assurer la défense incendie extérieure par la mise en place d'une réserve de 30 m³ d'eau utilisable et accessible en tous temps par les sapeurs pompiers.

Des réponses satisfaisantes ont été apportées aux observations recueillies au cours de l'enquête administrative. L'exploitant a répondu aux diverses observations émises à l'encontre ce projet lors de l'enquête publique.

Les orientations et objectifs définis par le schéma départemental des carrières sont respectés. De plus, l'activité de cette carrière présente un intérêt économique sur le plan local, notamment pour l'approvisionnement des chantiers locaux, pour le maintien des emplois ainsi que pour les ressources communales.

Nous proposons d'autoriser cette nouvelle exploitation de carrière suivant le projet d'arrêté ci-joint, reprenant les propositions du présent rapport:

Cette affaire est à soumettre à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) et de sa formation spécialisée des carrières.